



La « mexicanisation » de l'Azawad

Anne Saint Girons, politologue

Alors que les États africains s'accordent pour la plupart sur la nécessité in fine d'une reconquête du Nord Mali par les armes (tout en remettant l'action à une date non précisée), le pays le plus directement concerné, l'Algérie, s'oppose à cette intervention et prône la négociation comme moyen de règlement de la question.

L'intérêt national est le moteur de toute politique, devant la morale, même si l'argument « humanitaire » ou « civilisateur » (exportation de la démocratie) est toujours mis en avant pour justifier les interventions dans les affaires d'un État voisin ou lointain. Il est de l'intérêt national de l'Algérie que ne s'installe pas à sa porte une zone livrée aux organisations mafieuses et islamistes, une zone de non-droit déstabilisant l'ensemble de la région. Sans compter l'ombre portée sur son image de première puissance régionale qui fait ainsi preuve de son incapacité à faire régner l'ordre à ses frontières. L'Algérie se doit donc de participer à toute action tendant à l'élimination des bandes armées au Nord Mali.

Que négocier et avec qui ?

La négociation est la première des voies de résolution des conflits. Elle suppose un dialogue entre deux ou plusieurs interlocuteurs raisonnables, ouverts à l'échange des points de vue et, par voie de conséquence, prêts au compromis. Or on ne dialogue pas avec des fanatiques qui ne relèvent pas de la sphère politique, mais de la sphère psychiatrique (les « fous de Dieu » tels qu'ils sont qualifiés par les populations locales), ni avec des preneurs d'otages qui n'obéissent qu'à la loi du plus fort et ne négocient pas autre chose que leur droit à rançonner.

Le MNLA l'a compris au sortir de ses tentatives de discussions avec Ansar Eddine à Gao, en juin 2012, juste avant de se voir chassés de la ville par les mêmes fanatiques et leurs mercenaires rémunérés avec l'argent des rançons et de la drogue.

Pourquoi donc l'Algérie s'obstine-t-elle à envisager la négociation comme seule

issue ? Peut être parce que « l'intérêt national » ne coïncide pas avec l'intérêt de ses dirigeants.

Le fait est établi : Aqmi, le Mujao et Ansar Eddine se sont emparés du Nord du Mali et s'y maintiennent grâce aux revenus générés, entre autre, par le trafic de la drogue. Or celle-ci est destinée aux Européens et quitte le territoire malien pour passer en Algérie. Si ses circuits sont assez bien documentés au Mali, on ignore comment les tonnes de drogue transportées en « go-fast » traversent l'Algérie puis sont embarquées pour l'Europe. Les complicités maliennes sont avérées et la corruption des autorités à tous les niveaux des rouages de l'État ne fait plus débat. Qu'en est-il des nécessaires complicités algériennes ? Qui ferme les yeux aux frontières, aux points de ravitaillement en gasoil, sur les routes goudronnées du nord où les 4x4 flambants neufs ne sont pourtant pas légions entre deux barrages de la Darak al Watani ? Or le sujet de la corruption par l'argent sale n'y est jamais abordé et il ne faut pas compter pour faire la lumière sur ces trafics sur des enquêtes judiciaires qui seraient ordonnées par les organes de la justice mais menées par la police. Les seuls à pouvoir enquêter seraient les journalistes, fort bien formés depuis plus de vingt ans à Alger, mais qui y risqueraient leur vie. Le tabou des relais algériens de l'argent de la drogue n'est pas prêt d'être levé !

L'Algérie négocie officiellement avec les émissaires d'Ansar Eddine et du Mujao qui détient encore plusieurs de ses ressortissants alors qu'elle défendait jusque là, et avec raison, la doctrine selon laquelle on ne négocie pas avec les preneurs d'otage (en raison de l'effet d'appel d'air plus que pour des motifs éthiques). Sur quoi portent ces négociations ? Officiellement sur les moyens de ramener la paix. Mais la paix règne au Nord Mali ! La sécurité y est mieux protégée qu'avant l'invasion des milices étrangères parce que le maintien de l'ordre y est assuré par des méthodes extrajudiciaires. Le plus probable est que les discussions avec les nouveaux maîtres des trois régions du Nord Mali, ont pour objectif de permettre à certains responsables de protéger les filières mises en place ces dernières années. Qu'importe que les populations soient affamées et intimidées par les armes, pourvu que soient maintenues les sources de revenus de ceux qui auraient les moyens de lutter contre ces trafics mais préfèrent en prélever la dîme au passage. Que vaut l'intérêt d'un État contre les intérêts de ses administrateurs ?

L'envoi au Nord Mali, sous escorte algérienne, de camions militaires chargés d'aide humanitaire et « autres produits non-identifiés »^[1] serait la preuve de cette collusion.

Les Touaregs sont les dupes de l'affaire

Il n'est plus question de négocier avec le MNLA qui n'est plus rien, ni militairement, ni politiquement malgré quelques gesticulations tendant à le

faire exister médiatiquement. Ses dirigeants avaient cru, faisant preuve de leur immaturité en politique, qu'une alliance avec la fraction touarègue des islamistes leur permettrait d'administrer un Azawad rêvé, comme pour d'autres l'Atlantide ou l'Eldorado, et qu'il serait toujours temps après la victoire facilement obtenue de gérer ces gens là en leur proposant un partage du pouvoir. Mais pourquoi se seraient-ils contentés des miettes quand ils pouvaient tout prendre ? Car le MNLA avait oublié la maxime : « l'argent est le nerf de la guerre » et ce sont les islamistes qui ont l'argent – car dénués de morale parce qu'ils ont la religion (voir Amin Maalouf[2]) ils sont allés le chercher là où il se trouve : dans les trafics d'êtres humains (rançons) et de produits illicites (contrebande).

Le mouvement pourrait exister à nouveau dans des discussions sur l'avenir de l'Azawad, dans le cadre d'une plus grande autonomie de la région ou même d'un accord sur une solution fédéraliste, mais il ne peut plus s'appuyer sur le fait si brièvement accompli au printemps 2012. En dehors d'une petite armée d'exilés réfugiés au Niger sous commandement touareg et qui serait à même de participer à une reconquête de leur territoire, ses seules armes seraient un ralliement de toutes les élites locales (et pas seulement touarègues) autour d'un projet commun.

Toute solution durable au Nord Mali passe par le « nettoyage »[3] du territoire des bandes armées qui l'occupent et on a assez répété depuis plusieurs années que seuls les Touaregs pouvaient débarrasser le Nord Mali de la gangrène intégriste. Mais il aurait fallu leur en donner les moyens et, surtout, il aurait fallu que les élites maliennes, algériennes et autres renoncent à leurs prébendes.

Il est beaucoup question de « Sahelistan », ou d'« afghanisation » du Nord Mali. C'est occulter la moitié du problème, et on pourrait tout aussi bien parler de « mexicanisation » du Sahel tant les bénéfices tirés du trafic de drogue gangrèment l'ensemble de la société et que pour pouvoir « en croquer » certains édiles parfaitement raisonnables (par opposition à fanatiques) s'allient avec les islamistes. Comme il n'y en aura pas pour tout le monde et vu le nombre d'armes légères ou lourdes circulant dans la région et l'absence d'autres activités pour employer la jeunesse, on peut parier qu'à terme tout finira dans un bain de sang, comme au Mexique – à moins d'un retour à l'état de droit à Tombouctou, Gao et Kidal et d'un changement de stratégie en Europe visant la demande en produits stupéfiants sud-américains. Il n'est jamais interdit de rêver ! En attendant, ce sont les populations tiraillées entre exil ou répression obscurantiste qui font les frais de cette politique de « négociation » de l'innégociable et de la procrastination des pays du champ.

Anne Saint Girons, docteur d'État en sciences politiques, elle a vécu en Amérique et en Afrique. Elle a rencontré, au cœur du Sahara, des populations

résilientes et rebelles dont elle a voulu comprendre l'histoire actuelle.

[1] Voir l'article du Matin (Algérie) du 14 août 2012 :
<http://www.lematindz.net/news/8997-bouteflika-lagitateur-de-la-crise-malienne.html>

[2] Les désorientés, Grasset, 2012.

[3] Je n'ignore pas la charge émotionnelle de ce terme appliqué à un territoire, avec ce qu'il charrie de souffrances pour les populations massacrées ou déplacées, terme utilisé ailleurs dans le cadre de politiques ultranationalistes. Il désigne ici seulement une nécessaire opération appliquée non pas aux populations mais aux milices et bandes armées, souvent étrangères, qui occupent sans droit un territoire conquis à la faveur d'une défaillance de l'État.